de santé de base du gouvernorat de Jendouba à la direction régionale de la santé publique des gouvernorats de Jendouba et de Béja.

Par décret n° 87-842 du 3 juin 1987 :

Le docteur Meddeb Mohamed, médecin principal de la santé publique à plein-temps est chargé des fonctions de chef de service

des soins de santé de base du gouvernorat de Gabès à la direction régionale de la santé des gouvernorats de Gabès et de Kébili.

Par décret n° 87-843 du 3 juin 1987 :

Le docteur Chahed Mohamed Kouni médecin de la santé publique à plein-temps est chargé des fonctions de chef de service des soins de santé de base du gouvernorat de Tataouine à la direction régionale de la santé publique des gouvernorats de Médenine et de Tataouine.

.....
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
.....

OFFICE DE MISE EN VALEUR DE LAKHMES

Décret n° 87-844 du 27 mai 1987 portant modification du décret n° 73-392 du 2 août 1973 relatif à l'organisation administrative et financière de l'office de mise en valeur de Lakhmès.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne;

Vu la loi n° 73-27 du 7 mai 1973 instituant un office de mise en valeur de Lakhmès telle qu'elle a été modifiée par la loi n° 80-30 du 26 mai 1980;

Vu la loi n° 86-104 du 18 décembre 1986 portant création de l'office de mise en valeur du Kef;

Vu le décret n° 73-392 du 2 août 1973 relatif à l'organisation administrative et financière de l'office de mise en valeur de Lakhmès tel qu'il a été modifié par le décret n° 80-1220 du 20 septembre 1980 et notamment son article 1er (nouveau);

Sur proposition du ministre de l'agriculture;

Vu l'avis du tribunal administratif;

Décrétons :

Article premier. — L'article premier (nouveau) du décret sus-visé n° 73-392 du 2 août 1973 relatif à l'organisation administrative et financière de l'office de mise en valeur de Lakhmès tel qu'il a été modifié par le décret n° 80-1220 du 20 septembre 1980 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article premier. (nouveau). — L'office de mise en valeur de Lakhmès est administré par un conseil d'administration présidé par un président-directeur général nommé par décret pris sur proposition du ministre de l'agriculture et composé comme suit :

— deux représentants du ministère du plan et des finances : membres;

— deux représentants du ministère de l'agriculture : membres;

— un représentant du ministère de la production agricole et de l'agro-alimentaire : membre;

— un représentant du gouverneur de Siliana : membre;

— un représentant du parti socialiste destourien : membre;

— quatre représentants des agriculteurs choisis sur une liste proposée par l'union nationale des agriculteurs : membres.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *journal officiel de la République tunisienne*.

Fait à Tunis, le 27 mai 1987

*p. le Président de la République tunisienne
et par délégation*

*Le Premier ministre
RACHID SFAR*

NOMINATIONS

Par décret n° 87-845 du 3 juin 1987 :

Monsieur Ettrigui Abdelfatteh médecin vétérinaire est nommé en qualité de maître de conférences agrégé hospitalo-universitaire en médecine vétérinaire à l'école nationale de médecine vétérinaire de Sidi Thabet.

Par décret n° 87-846 du 3 juin 1987 :

Mademoiselle Nadia Haddad, médecin vétérinaire est nommée en qualité de maître de conférences agrégé hospitalo-universitaire en médecine vétérinaire à l'école nationale de médecine vétérinaire de Sidi Thabet.

.....
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES
.....

MINES

Arrêté du ministre de l'énergie et des mines du 3 juin 1987 portant institution d'une concession d'exploitation de substances minérales du second groupe dite «Concession Bagueb».

Le ministre de l'énergie et des mines;

Vu le décret du 13 décembre 1948 instituant des dispositions spéciales pour faciliter la recherche et l'exploitation des substances minérales du 2ème groupe, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 1er janvier 1953 sur les mines;

Vu la loi n° 82-53 du 4 juin 1982 portant approbation de la convention, du cahier des charges et leurs annexes signés à Tunis le 1er avril 1980 entre l'Etat tunisien d'une part, ETAP et AMOCO d'autre part;

Vu la loi n° 85-14 du 8 mars 1985 portant approbation de l'avenant à la convention et ses annexes signés à Tunis le 26 avril 1984 entre l'Etat Tunisien d'une part et ETAP et AMOCO d'autre part;

Vu l'arrêté du 18 juin 1980 portant institution du permis Douz au profit de l'ETAP et AMOCO;

Vu l'arrêté du 29 janvier 1982 portant cession partielle des droits et obligations détebus par AMOCO dans le permis Douz au profit des sociétés Deutsche Mobil et Mobil Oil Austria;